



Co-funded by the
European Union

LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET
DE LA COHÉSION SOCIALE (RESDECS)
SÉNÉGAL, GUINÉE, CÔTE D'IVOIRE



RESDECS Policy briefs series

N° 4 - Guinée | Novembre 2025

**Restaurer la confiance et la justice pour
sécuriser le tournant électoral de
décembre 2025**



Résumé exécutif

S'inscrivant dans la continuité des précédents numéros, cette note de politique analyse la situation sociopolitique du pays à l'approche du scrutin décisif du 28 décembre 2025. Elle couvre la période du 3 novembre au 6 décembre 2025, marquée par une intensification des signaux d'alerte liés à la mauvaise gouvernance (9 cas) et aux tensions sociales.

Alors que la note précédente mettait l'accent sur les cas de corruption, cette période révèle un sentiment croissant d'injustice et de crise de confiance, illustré par le premier anniversaire de la tragédie du stade de Nzérékoré et les enlèvements répétitifs des citoyens. L'annonce d'une grève générale dans le secteur éducatif à l'approche du scrutin présidentiel est autre un défi.

La stabilité du pays repose sur la capacité des autorités à garantir la transparence électorale et à répondre aux exigences de justice sociale.

Faits saillants

- **Prédominance de la mauvaise gouvernance** : Avec 9 cas documentés, cet indicateur devient le principal vecteur d'instabilité, illustré par des incidents impliquant des autorités et une gestion opaque des disparitions de cadres ;
- **Urgence judiciaire à Nzérékoré** : Le premier anniversaire de la bousculade meurtrière du 1er décembre 2024 a ravivé les exigences de vérité et de justice, face à un "silence institutionnel" dénoncé par la société civile ;
- **Paralysie du secteur social** : Menace d'une grève générale illimitée par les syndicats de l'éducation (SNE et FSPE) sur toute l'étendue du territoire, exacerbant les tensions dans les centres urbains comme Labé et Kankan ;
- **Insécurité et enlèvements** : L'enlèvement du directeur adjoint de campagne du Bloc Libéral à Conakry et le meurtre d'un gendarme à Nzérékoré marquent une escalade inquiétante de la violence ciblée.

INTRODUCTION

Quatre ans après le changement de régime de septembre 2021, la Guinée se trouve à un tournant historique. Alors que les Notes précédentes soulignaient déjà les risques liés aux disparités régionales et à la corruption, l'analyse de la période actuelle (novembre-décembre 2025) met en lumière une crise de confiance des populations envers les institutions. La gestion de la "dernière ligne droite" de la transition nécessite une vigilance accrue pour éviter que les griefs sociaux ne dégénèrent en violences pré-électorales.

Le mois de décembre 2025, la Guinée a traversé une période préélectorale intense, marquée par les préparatifs de l'organisation du premier scrutin présidentiel depuis le coup d'État de 2021. La situation s'est cristallisée autour de l'élection du 28 décembre 2025, date fixée par décret du président de la transition, le Général Mamadi Doumbouya. Un nombre important de données remontées par les moniteurs, notamment à Conakry, portent sur cette élection qui a officiellement marqué la fin de la transition militaire entamée en septembre 2021, dont la légitimité reste contestée par une partie de la classe politique de l'opposition guinéenne.

Méthodologie

La méthodologie repose sur un dispositif de veille et de monitoring continu s'appuyant sur la collecte d'informations à partir de sources secondaires diversifiées, telles que les rapports officiels, les publications d'ONG et les médias nationaux et internationaux. Une veille active des réseaux sociaux est également menée pour suivre la circulation des rumeurs et des discours de haine.

La méthode de veille et d'analyse reste inchangée, assurée par un réseau de quatre (4) moniteurs terrain déployés dans les quatre (4) régions naturelles du pays : Basse Guinée (Conakry), Haute Guinée (Kankan, Siguiri et Mandiana), Moyenne Guinée ou Fouta Djallon (Labé, Mamou,) et la Guinée Forestière (Nzérékoré, Lola et Beyla).

Les données sont agrégées et analysées selon les 67 indicateurs du référentiel RESDECS. Cette note utilise l'analyse consolidée des incidents du 3 novembre au 6 décembre 2025 pour identifier les risques les plus élevés dans les domaines de la Gouvernance, de la Sécurité et de la Cohésion Sociale, en mettant un accent particulier sur l'efficacité des réponses apportées par les autorités.

Analyse contextuelle des incidents et des réponses des autorités

1. La Mauvaise Gouvernance : Un symptôme persistant

Comme identifié dans les précédents rapports de monitoring, la mauvaise gouvernance reste un déclencheur de tensions. Les incidents récents, tels que la disparition inexplicquée puis la réapparition de cadres du ministère de la Santé à Nzérékoré début décembre, favorisent un climat de suspicion et un vide informationnel propice aux rumeurs. Cela démontre aussi le dysfonctionnement des institutions devant assurer la sécurité des citoyens.

L'invalidation de 42 candidatures (soit plus de 80 % des dossiers) pour l'élection présidentielle du 28 décembre 2025 place les institutions judiciaires sous haute pression, augmentant les risques de contestations urbaines à Conakry et dans les fiefs de l'opposition, où de nombreux observateurs et citoyens le considèrent comme une volonté du pouvoir de baliser le terrain pour le président de la transition.

2. Sécurité et Justice : Le traumatisme non résolu de Nzérékoré

Le "Niveau d'alerte Orange" pour Nzérékoré, mentionné dans les analyses précédentes, demeure critique.

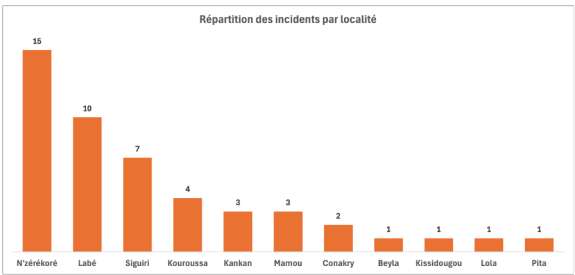
La région forestière reste l'épicentre des tensions. L'absence de suite judiciaire un an après le drame

du stade (56 à 150 morts selon les sources) est perçue comme un déni de justice.

Comme noté précédemment, la perte de confiance dans les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) — renforcée par le meurtre non élucidé d'un gendarme le 19 novembre 2025 — pousse les populations de la région de Nzérékoré vers des mécanismes informels de sécurité ou de protestation.

Durant cette période de collecte de données, N'Zérékoré a traversé une période d'insécurité intense marquée par une recrudescence de braquages, vols de motos et assassinats ciblés, notamment en fin octobre et début novembre. Les autorités ont réagi par des réunions d'urgence et le renforcement des patrouilles, mais c'est loin d'être suffisant pour garantir la sécurité et la cohésion selon les populations de la région.

Figure 1 : Répartition des incidents par région



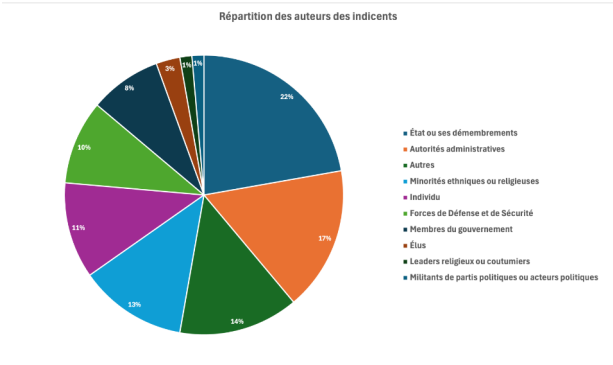
3. Dynamiques Sociales : Entre grèves et revendications environnementales

La grève des enseignants, motivée par le statut particulier et les conditions de travail, a entraîné des heurts à Labé et dans certaines villes, où des élèves ont barricadé les rues pour protester contre l'arrêt des cours. La grève déclenchée en décembre n'est pas qu'une question de salaires, elle reflète l'épuisement des mécanismes de dialogue social. Les barricades érigées par les élèves à Labé et les violences enregistrées dans certaines villes début décembre montrent que la jeunesse est prompte à se mobiliser si rien n'est fait.

À Siguiri, la compétition pour les ressources minières continue de provoquer des heurts

intercommunautaires. La jeunesse de cette préfecture se mobilise contre la déforestation et la pollution liées à l'orpaillage (notamment contre les exploitants étrangers), montrant que les enjeux écologiques deviennent des leviers de contestation politique.

Figure 2 : Répartition des acteurs des incidents



En Guinée, particulièrement dans les zones cibles du projet, Labé, Siguiri et N'Zérékoré, qui ont recueilli le plus grand nombre d'incidents, l'État et le gouvernement sont souvent perçus comme auteurs d'incidents en raison de la persistance de tensions politiques liées aux transitions, de la répression des manifestations par les forces de sécurité, d'une gouvernance autoritaire et de la faible redevabilité des institutions. Ces incidents sont souvent exacerbés, selon certains observateurs, par des crises politiques, une gestion contestée des ressources et l'affaiblissement de l'État de droit.

Recommandations

Au regard de tout ce qui précède, nous recommandons :

- **Garantir la transparence électorale** : A la Direction Générale des Élections (DGE), assurer une communication régulière et transparente sur l'organisation du scrutin du 28 décembre pour minimiser les rumeurs et la désinformation.
- **Rétablir le dialogue social** : Conclure un accord durable avec l'intersyndicale de l'éducation pour stabiliser le secteur avant le jour du vote.
- **Accélérer les dossiers judiciaires sensibles**: Publier les conclusions des enquêtes sur les disparitions des citoyens et sur le drame de Nzérékoré pour apaiser les populations.
- **Renforcer la neutralité de l'administration**: Sanctionner sévèrement tout abus de pouvoir par les autorités locales et administratives durant la période électorale.

Conclusion

La Guinée aborde le dernier virage de sa transition dans un climat de crises politiques, sociales et sécuritaires. L'analyse de cette période révèle que le sentiment d'injustice - alimenté par le silence persistant sur la tragédie de Nzérékoré - et la dégradation du climat social (grèves, disparitions, conflits miniers) érodent le contrat social.

À l'approche du scrutin décisif du 28 décembre 2025, la stabilité du pays ne dépend plus seulement de l'organisation technique du vote, mais de la capacité des autorités à restaurer une confiance minimale. Il est impératif que le gouvernement passe d'une gestion réactive à une posture de redevabilité réelle : en rendant justice aux victimes, en ouvrant un dialogue sincère avec les acteurs sociaux et en garantissant une neutralité administrative absolue. Sans ces gages de transparence et d'équité, les risques d'escalade post-électorale demeurent, menaçant la paix et la cohésion nationale tant recherchées.

Récapitulatif des incidents par indicateur

Composante/Indicateur	Niveau d'alerte				Total
	Vert	Jaune	Orange	Rouge	
Cohésion Sociale en Guinée					
Disparités régionales perçues dans l'accès aux services publics (santé, eau, éducation)	4				4
Faible confiance dans les autorités locales pour résoudre les conflits	3	1			4
Grève du central syndical	1				1
Inactivité ou inefficacité des comités locaux de paix / médiation	2	1			3
Mobilisation des jeunes dans des groupes identitaires ou politiques violents	1				1
Protestations contre les politiques de redistribution ou de développement		1	1		2
Rassemblements ou groupes violents dans les quartiers urbains	1				1
Taux d'adhésion des populations aux initiatives de réconciliation ou dialogue	1				1
Taux élevé d'abandon scolaire dans certaines zones	1				1
Tensions récurrentes autour du foncier ou du pouvoir local (chefferie, mairie)		1			1
Gouvernance politique et démocratique en Guinée					
Arrestations ou poursuites judiciaires de journalistes, blogueurs ou activistes				1	1
Cadre juridique et institutionnel de protection des droits humains		1			1
Conflit foncier			1		1
Corruption	1	2	1		4
Interdiction ou répression de manifestations pacifiques		1			1
Mauvaise gouvernance	1	3	3	2	9
Mécanismes de participation citoyenne			1		1
Santé publique		1			1
Suspension ou échec du dialogue politique national		1			1
Taux de confiance dans les institutions politiques		2			2
Utilisation de l'état civil à des fins de manipulation électorale ou exclusion	1				1
Paix et Prévention des Conflits en Guinée					
Découverte ou circulation d'armes illicites		1			1
Faible taux de résolution des conflits par les voies légales	1	1			2
Nombre de cas d'injustice perçue ou de décisions judiciaires contestées		1			1
Réactivation de conflits historiques ou anciens traumatismes collectifs	1	1			2
Total	19	19	7	3	48

A propos du projet RESDECS

La Recherche au Service de la Démocratie et la Cohésion Sociale (RESDECS) est mis en œuvre par le Gorée Institute au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Il s'inscrit dans le cadre du projet Team Europe Democracy (TED) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Il vise à promouvoir la démocratie et la cohésion sociale à travers la production de connaissances fondées sur le factuel (voir méthodologie) pour renforcer la participation citoyenne, améliorer la gouvernance, réduire les inégalités et construire des communautés plus résilientes et pacifiques. Cela implique l'influence des politiques publiques par le billet des policy briefs qui facilitent à la prise de décision politique.

Les Policy Briefs du projet RESDECS sont des publications mensuelles qui offrent des analyses sur des questions spécifiques issues de données du terrain et fournissent des recommandations concrètes dans le but d'éclairer et d'influencer les décisions en matière de politiques publiques. Ils visent à orienter les débats et la prise de décisions en offrant une plateforme aux praticiens, aux universitaires, aux organisations de la société civile, mais aussi et surtout aux décideurs pour présenter leurs analyses et leurs recommandations concernant les questions de démocratie, paix en Afrique de l'Ouest plus particulièrement au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire.

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet Team Europe Democracy ([TED](#)) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Cependant, son contenu relève de la seule responsabilité de l'Institut Gorée et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne, de la BMZ et du TED.



Ile de Gorée, Résidence Bibi
BP: 05 Gorée, Sénégal

+221 33 849 48 49
info@goreeinstitut.org
www.goreeinstitut.org

www.facebook.com/goreeinstitute
www.twitter.com/goreeinstitute
www.instagram.com/goreeinstitute